

DÉSORGANISATIONS SOCIOÉCONOMIQUES LIÉES AUX INCURSIONS DE BOKO HARAM DANS LA PROVINCE DU LAC-TCHAD

Mamadou GANA BOUKAR¹, Abdel-aziz MOUSSA ISSA¹, Djangrang MAN-NA²

¹Université de N'Djamena, mamadouganab@yahoo.fr / mamadouganakori@gmail.com

²Université de Moundou

Résumé

Les variabilités climatiques, la raréfaction des ressources et les violences perpétrées par les djihadistes de Boko Haram sont des facteurs aggravants les désorganisations socioéconomiques liées aux incursions de Boko Haram dans la province du lac Tchad. La présente étude se propose d'identifier et d'analyser les facteurs accélérant les désorganisations socioéconomiques dans la province du lac. Les recherches documentaires sont complétées par les données primaires collectées auprès de 1188 acteurs. Le traitement de ces données qualitatives et quantitatives se décline en résultats sous formes de cartes, tableaux, figures et photos. La détérioration de conditions socioéconomiques sociales résulte de plusieurs facteurs dont les principaux sont la forte explosion démographique, les effets des crises climatiques, les violences répétées de Boko Haram, l'injustice, ainsi que l'absence des opportunités économiques. S'ajoutent à cela la diminution de la superficie du lac de 25000 km² en 1960 à 8000km² en 2024, couplée aux incursions de Boko Haram qui ont asphyxié les activités économiques de ladite province en triplant quadruplant les trajets commerciaux mais aussi en interdisant l'exploitation des polders agricoles très fertiles et nombreuses stations de pêches. Cependant, la province du Lac compte 255 sites de déplacés dont le seul site de Dar Es-Salam couvre une superficie de 232 ha, abritant 18794 réfugiés. Néanmoins, l'analyse indique que les 51,32% des conflits proviennent des fonciers agricoles, 21,81% de destruction des cultures, 19,16% de pâturages et 7,71% de l'eau. Néanmoins, les 56% des conflits sont gérés par les autorités traditionnelles, 25% à l'amiable, 14% par le comité de médiation et 5% les autorités modernes.

Mots-clés : *Désorganisations socioéconomiques, incursions, Boko Haram, province, lac-Tchad*

Socio-economic desorganizations caused by boko haram incursions in Lake Chad province

Abstract

Climate variability, the scarcity of resources, and the violence perpetrated by Boko Haram jihadists are factors that worsen the socio-economic disruptions linked to Boko Haram incursions in the Lake Chad province. This study aims to identify and analyze the factors accelerating socio-economic disruptions in the lake province. Documentary research is complemented by primary data collected from 1,188 actors. The processing of these qualitative and quantitative data is presented as results in the form of maps, tables, figures, and photos. The deterioration of social and socio-economic conditions results from several factors, the main ones being rapid population growth, the effects of climate crises, repeated violence by Boko Haram, injustice, as well as the lack of economic opportunities. Adding to this is the reduction of the lake's surface area from 25,000 km² in 1960 to 8,000 km² in 2024, coupled with Boko Haram incursions that have stifled the economic activities of the said province by tripling or quadrupling trade routes, as well as prohibiting the exploitation of very fertile agricultural polders and numerous fishing stations. However, the Lake province has 255 displaced persons sites, with the only Dar Es-Salam site covering an area of 232 hectares, housing 18,794 refugees. Nevertheless, the analysis indicates that 51.32% of conflicts come from agricultural land, 21.81% from crop destruction, 19.16% from pastures, and 7.71% from water. Still, traditional authorities, 25% amicably, 14% by the mediation committee, and 5% by modern authorities, manage 56% of conflicts.

Keywords: *Socioeconomic disorganizations, incursions, Boko Haram, province, Lake Chad*

Introduction

Dans les zone où les hommes ne vivent qu'à travers le foncier et ses ressources, les crises climatiques (sècheresses, inondations, précipitations imprévisibles et vents violents et bien d'autres facteurs) figurent parmi les premiers facteurs de la mobilité humaine (Eboreime et al., 2025 : 2). Ce phénomène ne se lit jamais seul : quand le dérèglement climatique se conjugue avec la violence armée et une fragilité socioéconomique déjà profonde, les déplacements forcés s'accroissent et s'intensifient mutuellement (Tarraga et al, 2020 cité par Abdel-aiz et al., 2025 ; Lai et Yanushkevich, 2023, cité PNUD, 2022).

La crise du bassin du Lac-Tchad est actuellement l'une des plus grandes crises humanitaires que connaît l'Afrique Sub-saharienne (M. I. Abdel-aziz et al., 2025, p. 2). Tout a commencé au Nord-Est du Nigéria, là où les djihadistes de Boko Haram ont leur base avant de porter la guerre au-delà des frontières Nigériennes. Le Cameroun, le Niger et le Tchad ont chacun subi le contrecoup des violences débordantes, qui ont détruit au passage des activités économiques et défait des liens sociaux bâtis sur plusieurs générations. Suite aux violences répétées incursions répétées, beaucoup ont opté pour la fuite, abandonnant leurs maisons, leurs bêtes et leurs divers souvenirs. D'autres se sont accrochés à leur terre où elle constituait leur identité première. Mais rester est loin d'être le synonyme de survivre dignement : privés de leurs terres nourricières (terres agricoles), dépossédés de leurs instruments et outils de travail, ces derniers ont vu leur capacité productive a été fortement réduite à presque rien (FAO, 2017, p. 15). La rareté des pluies impacterait non seulement le lac seul : elle fragilise l'ensemble des ménages dont leurs revenus proviennent des activités agricoles mais aussi et surtout des cultures pluviales (T. Laferrière et al., 2011, p.3). Ce n'est d'ailleurs pas la première fois que les conditions climatiques contrôlent et imposent les cartes humaines dans cette zone. C'est ainsi que dans les années 1970, les conditions climatiques défavorables ont provoqué une crise agricole majeure, bouleversant le système social existant et entraînant un déplacement des populations vers les centres urbains (B. Ndione, 2006, p.7).

Au cours de ces dernières décennies, le lac s'est rétréci considérablement. Ce n'est pas une métaphore mais c'est une réalité mesurable depuis les années 1960, accélérée par des pluies de plus en plus erratiques et une population qui ne cesse d'augmenter du jour au lendemain ((Magagi, 2020 ; Lemoalle et Magrin, 2014). Sur ce fond déjà installé, la vulnérabilité de la province du lac n'est pas conjoncturelle, elle se rapporte à la structure même du territoire, où les crises sécuritaires et les aléas climatiques s'entrecroisent, modifiant durablement les dynamiques spatiales et humaines (UNDP, 2022 et l'IOM, 2024). Cette région est devenue un épiscentre de migrations forcées en Afrique centrale en raison de dégradation des conditions sécuritaires, couplée à l'effritement des moyens de subsistance et à la diminution drastique des ressources hydriques (Okpara et al., 2016). Plus récemment, des rapports de l'OIM (2020 ; 2023) et du PNUD (2022) indiquent une aggravation simultanée des inondations et des sécheresses produisant des chocs récurrents qui forcent les populations à se réinstaller de manière précaire sur des zones jugées plus sûres. Par ailleurs, certains auteurs dont Okpara *et al.* (2020), de Schilling, Scheffran et Link (2021) ont soulevé une autre question qui entre en jeu, notamment l'assèchement progressif du lac, la variabilité hydrologique et la réduction des terres arables qui accentuent les tensions entre communautés usagères (agriculteurs, pasteurs, pêcheurs).

L'année 2013, marque un tournant où les djihadistes de Boko Haram ont intensifié leurs actions. C'est la période où la violence a traversé des frontières pour le Cameroun, Niger et le Tchad. C'est ainsi que plus de 6,9 millions de personnes ont quitté leurs ancrages à cause d'insécurité. Par conséquent, elles sont privées de leurs champs, de leurs bêtes et à leurs pirogues et filets (Abdel-aziz et al., 2022, p. 2). Ce qui se joue dans la province du lac n'est pas seulement une crise environnementale. Mais plutôt, une crise de confiance qui se joue entre les djihadistes de Boko Haram qui massacrent et un écosystème qui s'épuise. Dans tout le cas, ce sont les hommes qui subissent les coups (Abdel-aziz et al., 202, p. 284). La précarité qui en résulte, nourrie à la fois par les incursions de Boko Haram et par la détérioration des conditions environnementales

(dégradation des terres cultivables, compétition pour l'accès aux pâturages, aux points d'eau et aux zones de pêche), ne constitue pas seulement une crise écologique : elle est aussi une crise sociale profonde dans la province du lac Tchad. Elle érode les relations de confiance, exacerbe les inégalités et remet en cause les mécanismes traditionnels de solidarité qui structuraient au temps jadis la vie des communautés rurales (M. I. Abdel-aziz et al., 202, p. 285).

Les islamistes de Boko Haram ne tuent pas seulement avec les armes mais aussi par la peur. Dans plusieurs villages de la province du lac, la guerre psychologique menée par les djihadistes de Boko Haram a fait autant des dégâts que les fusils. En réactivant les tensions ethniques et religieuses latentes, elles imposent un climat de suspicion généralisée qui érode les solidarités traditionnelles. Le recrutement (contraint ou volontaire) de jeunes villageois par Boko Haram, installe la peur au sein même des familles, déclenchant des soupçons et des accusations mutuelles qui alimentent les divisions internes. L'un des effets les plus asphyxiants est en effet l'installation d'un climat de troubles, méfiances et divisions, où toute personne liée de près ou de loin à un combattant est soupçonnée. Ce qui fragilise durablement les liens sociaux (M. I. Abdel-aziz et al., 202, p. 286). Cependant, en quoi les incursions de Boko Haram désorganisent-elles les activités socioéconomiques dans la province du lac ? Comment les migrations forcées liées aux actions de Boko Haram affaiblissent-elles la cohésion sociales et les structures communautaires dans la province du lac ? Quelles sont les stratégies de résiliences mises en place par les victimes, les autorités et les acteurs humanitaires, et dans quelles mesures ces mesures sont-elles efficaces ? Telles sont les interrogations qui animent et conduisent nos réflexions.

2. Matériels et méthode

2.1. Présentation du site d'étude

La province du Lac est l'une des 23 provinces du Tchad dont le chef-lieu est Bol. Géographiquement, la province du Lac est située entre 13° 27' 36" de latitude Nord et 14° 44' 24" de longitude-est. Elle a une superficie de 22 230 km² avec une population de 660 846 habitants, données issues de l'estimation fournie sur la base du recensement général de la population et de l'habitat du mai 2009. La province du lac est limitée au nord et à l'Est par le Kanem, au sud par Hadjer-Lamis, et à l'ouest par le Cameroun, le Nigéria et le Niger (INSEED, 2012, p. 12). Cette étude se déroule au Tchad dans la province du Lac (Figure 1).

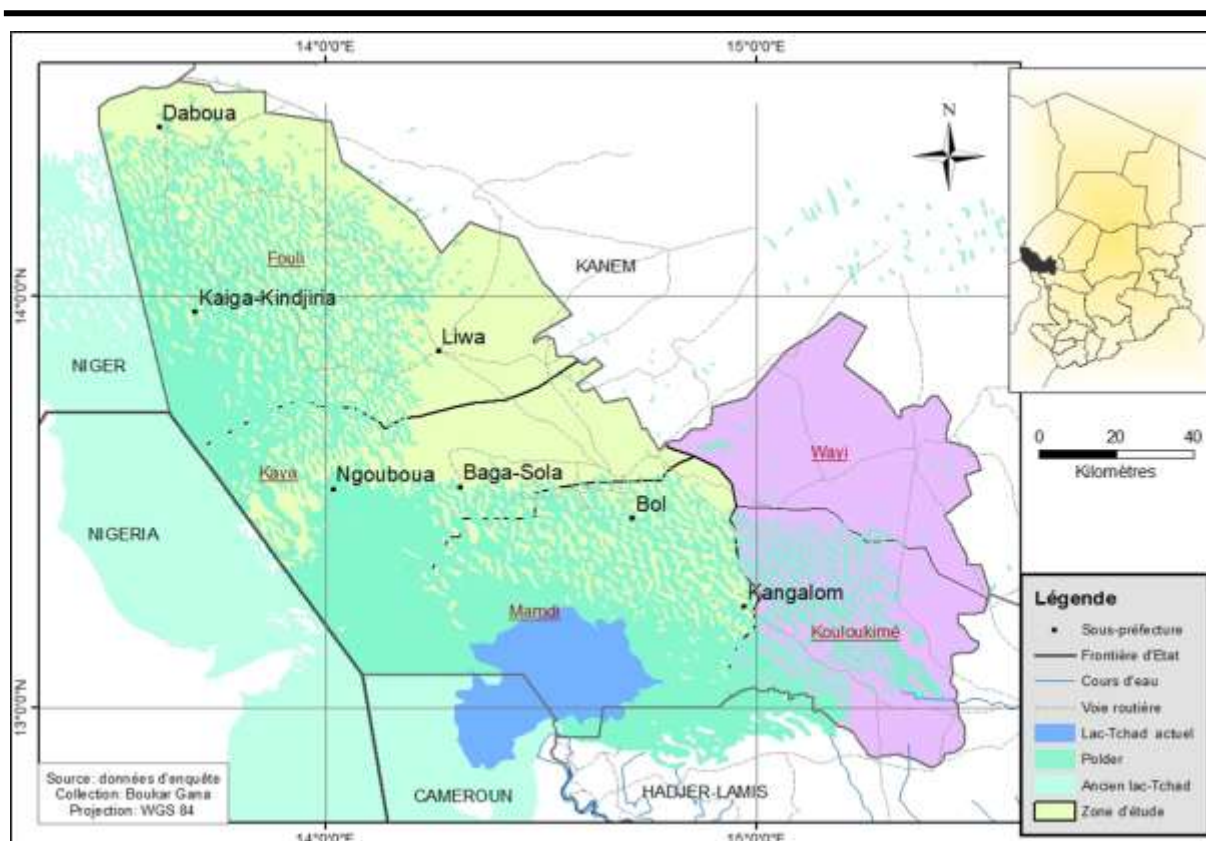


Figure 1. Localisation de la Province du Lac

Le choix de cette province s'explique par diverses raisons, d'abord, elle subit des attaques répétées des djihadistes de Boko Haram, et d'une péjoration climatique accélérée par la désertification et la réduction des eaux du lac Tchad. En ce qui concerne les données secondaires, nous avons fait recours aux archives administratives (rapports et/ou résultats d'études), articles, mémoires ou thèses de doctorat et données webographiques. L'ensemble des documents relatifs à la problématique de désorganisation socioéconomique et ses conséquences ont permis la mise en place d'une base contextuelle ou littéraire. Quant aux données primaires, nous avons effectué plusieurs missions sur le terrain avec le logiciel Kobo-Collect qui l'une des techniques scientifiques de collecte des données la plus performance du 21^{ème} siècle. Il convient de rappeler le présent article est extrait de ma thèse. Toutefois, lors de ces missions, les échanges ont été intéressés d'abord à la compréhension de migrations, ses causes et conséquences dans cette partie du Tchad, et dans une seconde phase, au type des violences perpétrées par les djihadistes, l'intensité de leurs attaques et les réactions (types stratégies de résilience adoptées) des acteurs (victimes, l'Etat et ses partenaires ONG pour pouvoir concilier et/ou relever ces énormes défis. Après cette étape, on descend aux services du Centre national de Recherche pour le Développement (CNRD) et à l'INSEED pour pouvoir collecter des données nécessaires pour la réalisation de cette étude. En effet, le CNRD a fourni les limites actualisées de la province du Lac. Ces données ont permis de réaliser la carte de localisation de la Province du Lac, Quant au SODELAC, nous avons eu des données relatives à la production agricoles, superficie des polders modernes et traditionnels et leurs capacités de production. Alors qu'auprès de l'OIM, nous avons eu d'importantes données sur les mouvements humains mais aussi et surtout des données sur les sites de déplacés et réfugiés où nous avons eu leur autorisation pour accéder dans les sites de déplacés et le seul camp de réfugiés de Dar Es-Salam. Certaines de ces données converties et/ou transformées en cartes à l'aide d'un logiciel cartographique appelé Arc-Gis. Il s'agit des spatiaux-cartes qui ont été préalablement géo-référencées, puis projetées suivant le système de coordonnées UTM (Univers Travers Mercator). Lors de ces différentes missions, les différentes photos ont été prises à l'aide d'un appareil photo

numérique. Ces images photographiques ont subi des traitements préalables, afin de rendre perceptible et/ou clairement déchiffrable, à l'aide du logiciel Adobe Photoshop. C'est à travers ces divers moyens et techniques que nous allons confirmer ou infirmer les affirmations à travers des illustrations factuelles.

Après la phase de collecte de données, leur traitement s'est fait au moyen de nombreux outils dont les principaux sont informatiques. D'abord, nous avons procédé à un dépouillement manuel des fiches, puis passer à la codification numérique des données collectées. L'étape suivante a concerné la saisie des données suivant une configuration du logiciel Excel qui donne la matrice de toutes les variables permettant ainsi de produire des tableaux et graphiques. Les données qualitatives collectées lors des missions de terrain (entretiens semi-directifs), ont été exploitées et utilisées comme complément d'informations. Enfin, elles sont analysées et interprétées pour aboutir aux résultats.

2.2. Echantillonnage

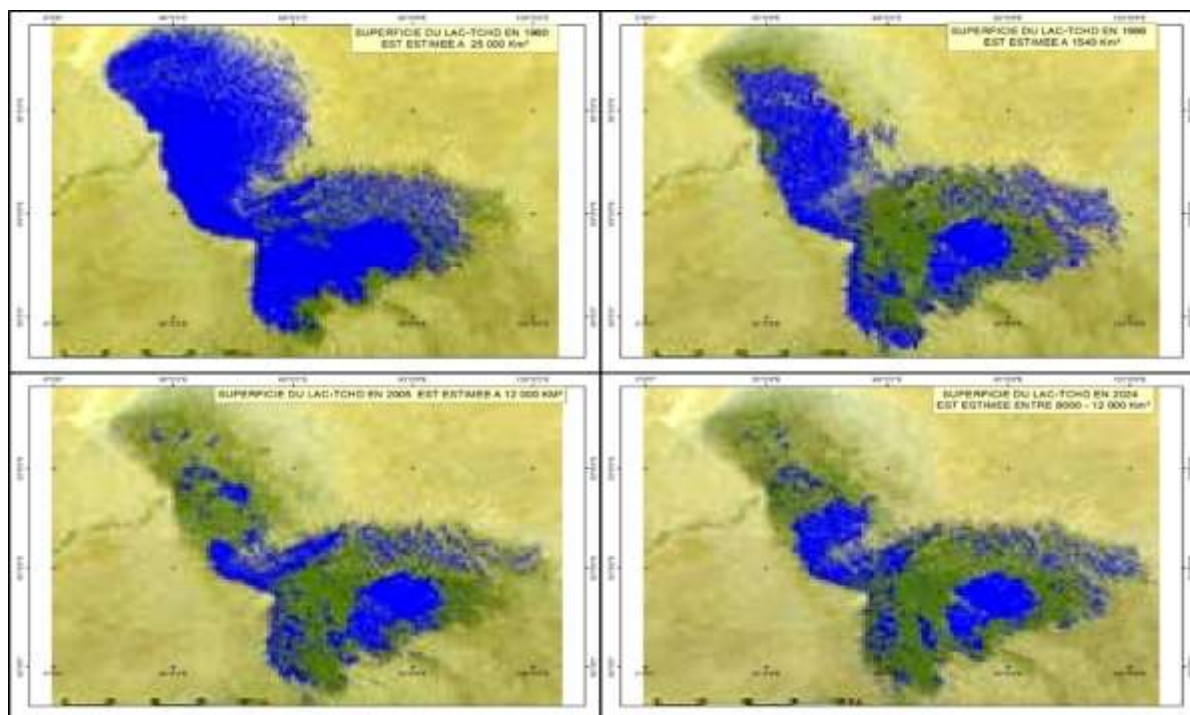
Lors des opérations des enquêtes, aucun critère de choix préalable n'a été prévu et imaginé. Cependant, nous avons choisi au hasard 1188 personnes dont 705 migrants (déplacés internes et réfugiés) et 483 populations hôtes dans divers villages, sites et camp à Mamdi, Fouli et Kaya. Ils étaient choisis en fonction de leurs disponibilités.

3. Résultats

Les échanges avec les personnes ressources et les observations attestent que les attaques répétées des islamistes de Boko Haram ont complètement désorganisé les systèmes socioéconomiques dans la province du lac. Cette situation a été aggravée par la dégradation des conditions environnementales. Toutefois, cette crise s'explique par la perturbation des activités économiques (l'agriculture, l'élevage et la pêche) et la désorganisation du système social (déplacements forcés et crise humanitaire, le manque et insuffisance d'infrastructures de base (santé, éducation et bien d'autres soucis).

3.1. Effondrement des activités primaires

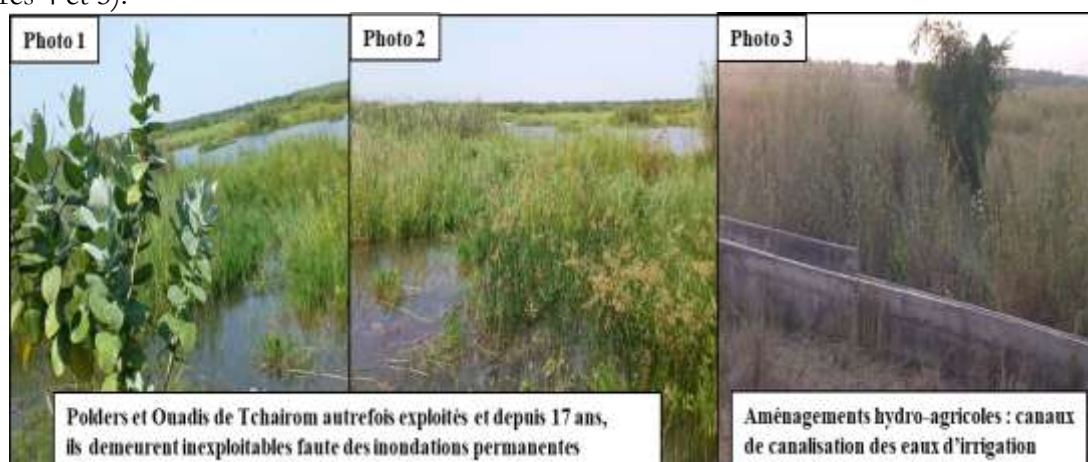
D'après les enquêtes de terrain ont confirmé que les attaques répétées des djihadistes de Boko Haram ont épouvantablement désorganisé et perturbé les activités économiques dans la province du lac. En effet, les violences de Boko Haram ont limité les activités du secteur primaire notamment l'agriculture l'élevage et la pêche, du fait les zones plus fertiles et les plus propices à ces activités sont fréquemment utilisées par les islamistes comme base arrière. Ce qui fait que l'accès à ces zones est impossible pour les populations rurales. C'est ainsi que les agriculteurs, pasteurs et pêcheurs se trouvent dans l'impossibilité d'exploiter les espaces exploités par leurs arrières parents depuis plusieurs décennies. C'est ainsi que les acteurs ruraux se trouvent dans l'impossibilité d'exploiter les espaces habituellement dédiés à leurs activités, sous peine de mettre leur vie en péril. S'ajoute à cela la dégradation des conditions climatiques et environnementales qui ont frappé le lac. C'est ainsi que depuis plusieurs décennies, le lac Tchad connaît un rétrécissement progressif et continu de sa superficie. Elle était passée de 25000km² en 1960, à 15400 km² en 1986 et environ 8000 km²) (figure 3).



Source : Google Earth, 2026

Figure 3. Régression progressive de la superficie du lac entre 1960 à 2024

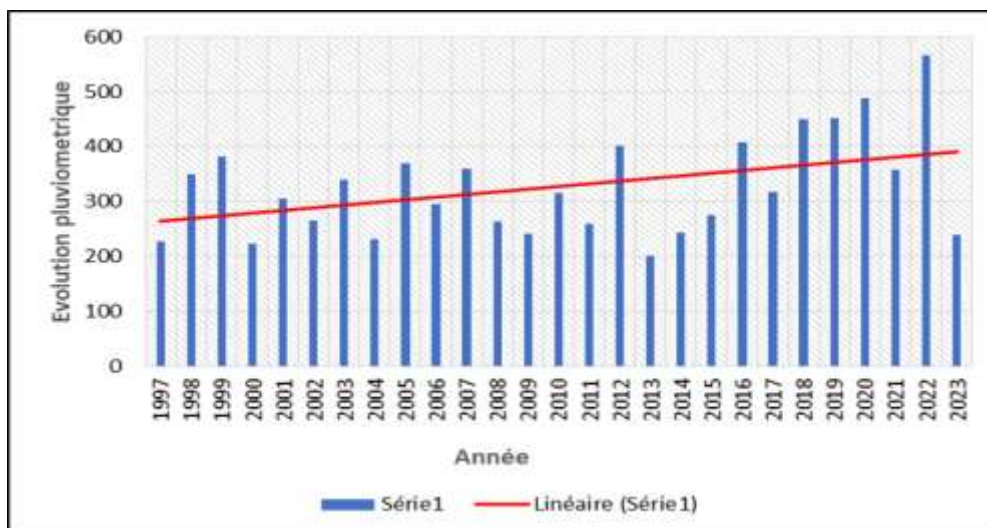
Au-delà des incursions des djihadistes et des interventions de Boko Haram, les facteurs naturels ont durablement affecté et fragilisé les activités de ce secteur dans la province du lac. En effet, ces deux (02) dernières décennies, les espaces agricoles et de pâturages sont continuellement inondés par les eaux, rendant ainsi les inexploitable les ouadis et les polders. A cela s'ajoutent d'autres facteurs climatiques tels que la rareté des pluies, les fortes chaleurs et les vents violents ont terriblement affecté le développement des activités primaires dans cette province. C'est l'ensemble de toutes ces contraintes qui compromet inévitablement les productions agricoles (planche 1 et figures 4 et 5).



Cliché : Mamadou G. B., Octobre-Novembre 2024

Planche 1. Inondations permanentes des polders et ouadis à Tchaïrom

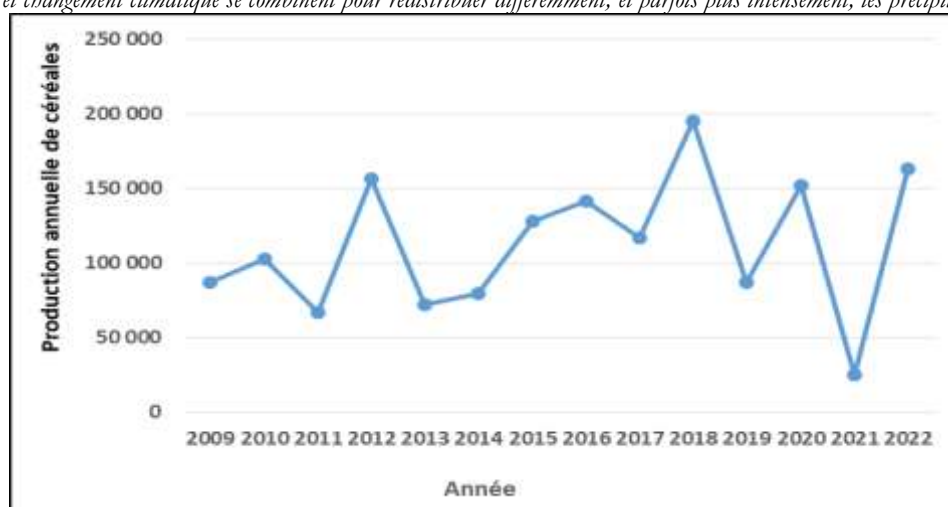
Toutes les photos de cette planche sont prises à Tchaïrom dans le département de Mamdi. En effet, les deux (02) premières photos présentent des ouadis qui n'ont pas été exploités depuis presque deux décennies (de 2007 à nos jours). Alors que la dernière photo montre un ouvrage hydro-agricole à travers lequel on aperçoit un canal de drainage des eaux pour l'irrigation.



Source : Direction Générale de la Météorologie Nationale (DGMN), Station de Bol, 2024

Figure 4. Précipitations moyennes interannuelles de la province du lac de 1997 à 2023

Les données consignées à travers cette figure révèlent que la trajectoire pluviométrique particulièrement variable sur la période 1997-2023. Les années 2000 (223,6 mm), 2004 (231,8 mm) et 2013 (202,17 mm) enregistrent des creux nets, particulièrement préoccupants pour des populations dont les activités agricoles et pastorales dépendent étroitement du régime des précipitations. À partir de 2016, la courbe remonte franchement jusqu'à 408,42 mm. Entre 2018 et 2022, la pluviométrie franchit régulièrement le seuil des 440 mm, culminant en 2022 à 560 mm. Malgré les fluctuations et les années déficitaires, la droite de régression linéaire pointe obstinément vers le haut : sur vingt-six ans, la pluviométrie de la province du Lac a globalement augmenté, signe d'une recomposition climatique en cours, où variabilité interannuelle et changement climatique se combinent pour redistribuer différemment, et parfois plus intensément, les précipitations.



Source. SODELAC, 2024

Figure 6. Production céréalière dans la province du Lac de 2009 à 2022

Il ressort de cette figure que la province du Lac a produit 86937 tonnes de céréales puis, elle a enregistré une augmentation (102456) et retombe à (66 577 tonnes). En 2012, il a été enregistré une forte augmentation pour atteindre 156433 tonnes mais avec l'apparition de terroristes de Boko Haram, la production a connu des perturbations jusqu'au 2018. Cette dernière a atteint un record exceptionnel de 195051 tonnes puis, respectivement avec quelques perturbations (86936 en 2019), (152213 en 2020), (une chute profonde en 2021 avec 25155 tonnes) et remonte à 163201 tonnes en 2022.

3.1.1. Paralysie des activités commerciales

Lors des missions de terrain, il a été constaté que les activités commerciales transfrontalières a subi un coup fatal suite aux incursions des djihadistes de Boko Haram dans la province du lac. En effet, la présence de Boko Haram a gravement affecté les import-export. Autrefois, la province du lac exportait du bétail sur pieds, du poisson fumé et séché, du natron, de la spiruline et bien d'autres. La ville de Maiduguri au Nigéria, constituait alors le plus grand centre urbain de distribution et de

la redistribution de ces marchandises. Inversement, les commerçants Tchadiens importaient et/ou s'approvisionnaient en produits manufacturés en provenance du Nigéria, où la ville de Baga-Sola jouait le rôle d'une plaque tournante pour la réception et la redistribution de ces biens.

A partir de 2015, les islamistes de Boko Haram ont attaqué pour la première fois le Tchad à travers la province du Lac. C'est l'année où les violences ont marqué un tournant décisif, touchant aussi bien les villages que les marchés locaux. Ce qui fait que les incursions asymétriques de Boko Haram ont profondément perturbées l'économie de la province, paralysant durablement les activités commerciales des populations locales. En outre, il est important de rappeler que ces activités criminelles ont reconfiguré ou modifié les itinéraires commerciaux habituels ou traditionnels, aggravant ainsi les conditions de voyage. Par conséquent, les commerçants sont confrontés à une hausse de e transport liée à l'augmentation de la distance à plus de 2000km à parcourir pour contourner les zones d'insécurité appelée « Zone rouge » par les autorités Tchadiennes. Alors que c'est dans cette zone que toutes les îles poissonneuses sont logées. Cette situation a entraîné une chute drastique de production halieutique. Incapable d'assurer l'approvisionnement du Nigéria en poisson fumé et sèche comme par le passé, la province du lac s'est retournée sur les villes Tchadiennes et surtout la ville de N'Djamena avec le poisson frais (figures 7 et 8).

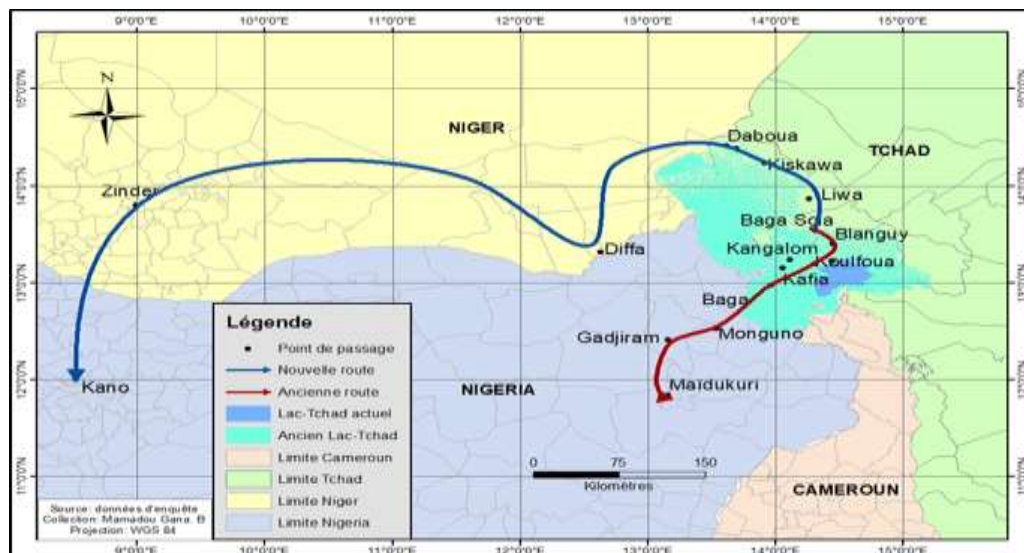


Figure 7. Flux des opérations commerciales transfrontalières suite action de Boko Haram

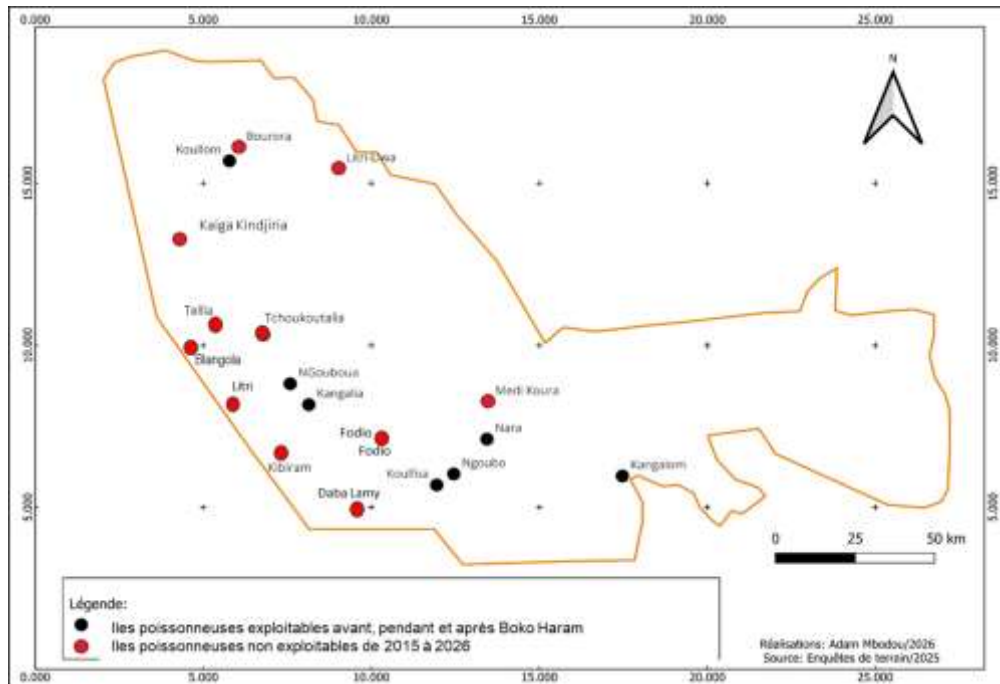


Figure 8. Caractérisation des îles exploitables et non-exploitable suite aux actions de Boko Haram dans la province du lac

3.2. Désorganisations sociales

Il est question dans cette rubrique de traiter tour à tour la forte dynamique démographique, dégradation des liens sociaux et les crises des services sociaux de base.

3.2.1. Déplacements massifs des populations

D'après les enquêtes de terrain, la croissance démographique a été accélérée par les arrivées successives des migrants (réfugiés, retournés et déplacés internes). En effet, l'arrivée massive des migrants (18.794 réfugiés dont 17.900 Nigériens et 894 Nigériens) et les déplacés (entre 169.000 et 336.124 et 20.000 pour Bohoma), fuyant les violences et incursions répétées de Boko Haram. Les déplacements par vagues successives ont été confirmé par les missions de terrain réalisée auprès des acteurs respectivement rencontrés à Baga-Sola, Bol et Liwa dans la province du lac dans les départements de Mamdi, Kaya et Fouli (tableau 1 et figure 9).

Tableau I. Villages abandonnés en raison des attaques de Boko Haram dans le Lac

Département de KAYA		Département de MAMDI		Département de FOULI	
Baga-Sola		Bol		Liwa	
Kiderewa	Kanganya	Bol Titemi	Dodji	Wolloum kourouma	Foliya
Boula Kouboua	Tidimorom	Ngariya	Douboul-boula	Djidjolla	Médirom
Malloumber	Konokouwa	Kallam	Madé Nguïrom	Wolloum Mboulou Meléa	Fodio
Chou-Ali	Foungoua	Goumochirom	Djilloum	Kanguirerom	Laganarom
Foundjalla	Boungoumarom	Farnguini	Tebiré	Madja Kani	Ngoupouwa
Kapirom 1 et 2	Kallam				

Source : Mamadou Gana Boukar, Octobre et Novembre 2024

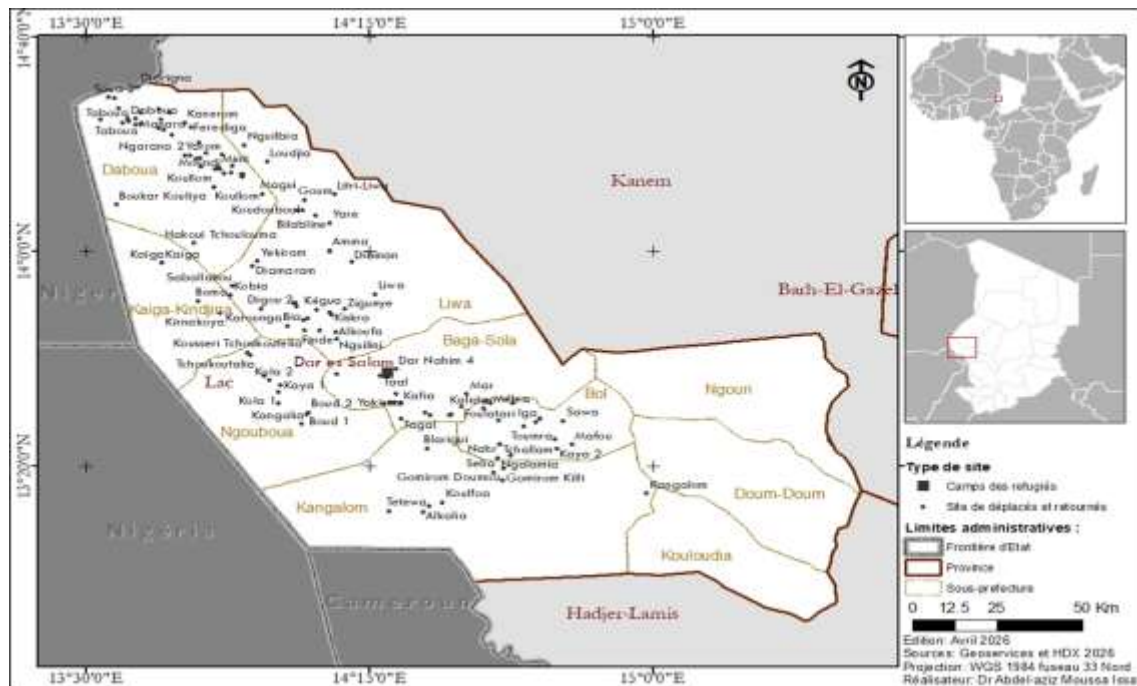


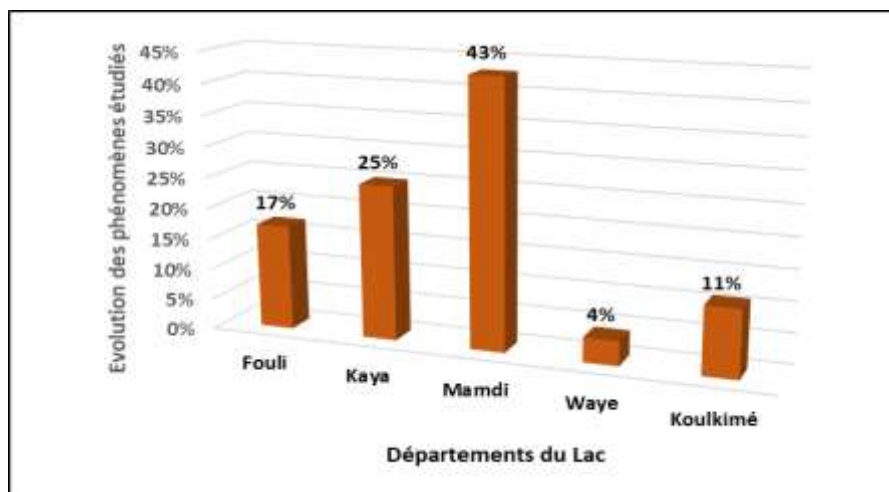
Figure 9. Sites des migrants (déplacés et retournés et réfugiés) dans la province du lac

3.2.2. Décohésion des liens sociaux

3.2.2.1. Conflits liés à l'usage des ressources naturelles

Les liens sociaux sont toujours mis à rude épreuve par de l'explosion démographique au sujet de la gestion des ressources disponibles (l'accès aux terres agricoles, aux pâturages et aux points d'eau). Ce qui a engendré une forte pression sur les fonciers et ses ressources dans les zones d'accueil. Ce qui a intensifié les tensions entre les acteurs ruraux, en période de stress climatique et surtout en saison sèche. Par exemple à Tchoukoutalia et Bol, des affrontements sont fréquents lorsque les troupeaux envahissent les champs de mil ou de sorgho. À l'inverse, certains agriculteurs empiètent sur les couloirs de transhumance, bloquant le passage du bétail vers les points d'eau. D'autres conflits concernent les pêcheurs, autour de l'accès à certains bras du lac ou zones de pêche riches en ressources, et des rivalités intercommunautaires surgissent aussi à cause de limites cantonales mal définies, comme à Koulfoua et Kinasserom.

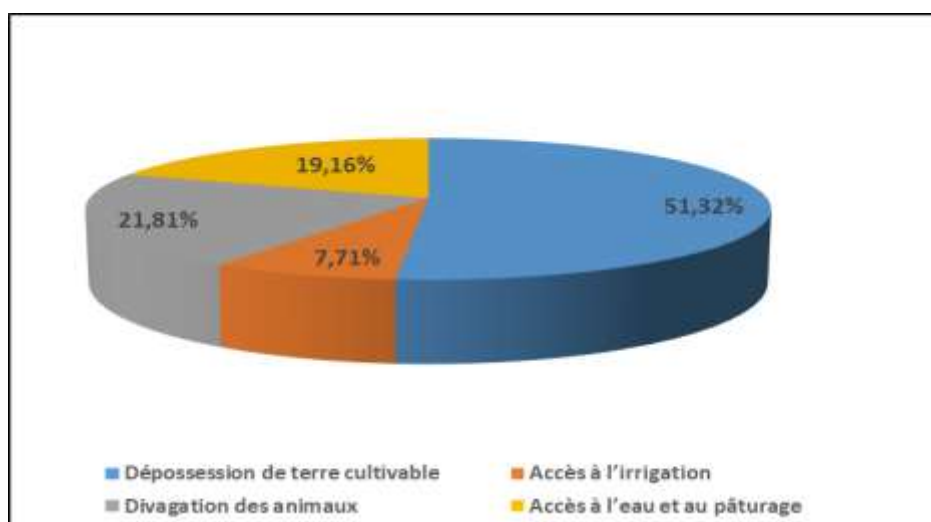
En 2019 par exemple, le canton de Bol a été le théâtre d'un affrontement violent entre communautés arabes éleveuses et populations kanembous autour de l'accès à l'eau et aux pâturages, aggravé par la baisse du niveau du lac Tchad et la pression démographique, révélant l'absence de médiation cantonale efficace. En 2022 à Ngouboua, des violences ont éclaté entre éleveurs peuls et pêcheurs boudouma à propos des droits d'usage des zones de pêche, exacerbées par l'influence de groupes armés exploitant les rivalités locales. Plus récemment, en mai 2025, un conflit à Kiskra a fait 7 morts et 343 blessés, entraînant le remplacement de certains responsables de la sécurité et la suspension du chef de canton. Par ailleurs, il est nécessaire de présenter les tendances des conflits et leurs origines dans la province du Lac (figures 10 et 11).



Source : Enquêtes de terrain, Mai 2025

Figure 10. Caractérisation des conflits liés aux ressources naturelles dans le Lac

La présente figure indique que les 42% des conflits sont enregistrés dans le département de Mamdi, vient Kaya avec 25% des conflits, respectivement Fouli et Koulikimé viennent provenir avec 17% et 11%, puis la chaîne est clôturée par le département de Waye avec 4% des conflits dans la province du Lac.



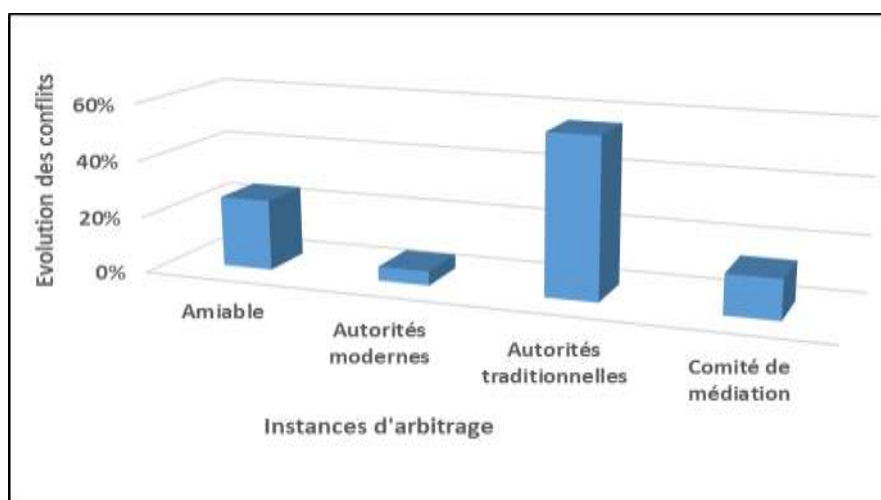
Source : Enquêtes de terrain, Octobre 2024

Figure 11. Identification des conflits liés aux ressources naturelles dans cette province

Il ressort de cette figure que les 51,32% proviennent de la dépossession de terre cultivable de manière injuste avec la complicité des autorités modernes et traditionnelles, 21,81% de divagation des animaux et/ou de destruction des cultures, 19,16% de différends provenant de l'accès aux ressources (eau et pâturage), enfin, à l'accès aux eaux d'irrigation.

3.2.2.2. Modes de résolution des conflits

La gestion de ces conflits repose surtout sur des mécanismes coutumiers impliquant autorités traditionnelles et comités de médiation. Des exemples de règlement, comme l'indemnisation par l'éleveur d'une récolte détruite, sont courants. Toutefois, les enquêtes ont permis d'identifier quelques types de résolution des conflits (figure 12).



Source : Enquêtes de terrain, Mai 2025

Figure 12. Mode de résolution des conflits liés aux ressources dans la province du Lac

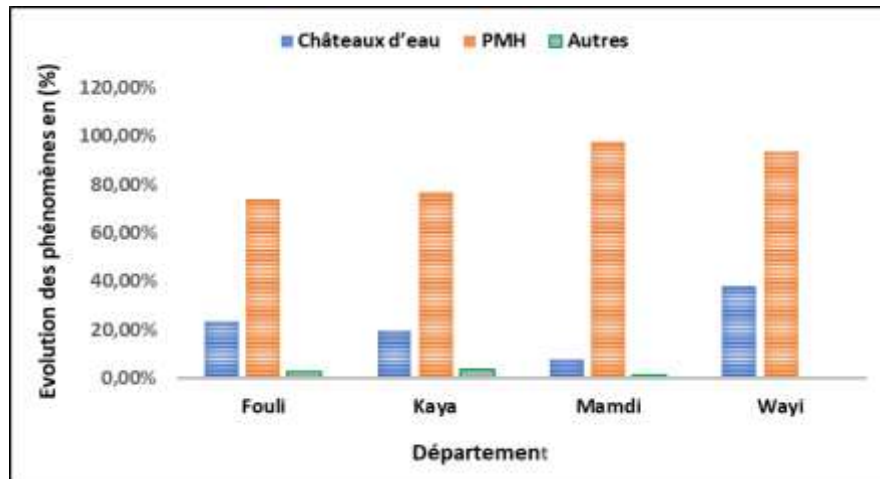
Les données consignées à travers la figure 5, montrent que les 56% des conflits sont traités par les autorités traditionnelles, 25% à l'amiable, 14% par le comité de médiation et les autorités modernes avec 5% pour clôturer la chaîne. Cependant, la plupart des différends sont traités par les autorités traditionnelles, sauf qu'en cas d'échec, les litiges sont portés devant les autorités administratives. Toutefois, les enquêtes indiquent lorsque le problème est géré par les autorités modernes, vous payez deux (02) fois : la réparation de dégât et l'amende colossale à payer pour la gestion administrative (papier). Alors que c'est l'inverse avec les autres instances.

3.2.3. Absence cruelle des services sociaux de base

3.2.3.1. Approvisionnement en eau potable

La province du lac est une zone dans laquelle les ressources en eau de surface et souterraines sont abondantes mais très peu mobilisés à cause la pauvreté et problèmes techniques. Généralement, la nappe phréatique localisée dans le socle est difficilement mobilisable compte tenu de sa profondeur (150-160 mètres). Elle peut être mobilisable à une profondeur moyenne de 40 mètres. En matière d'hydraulique urbaine, les trois (03) principales villes de la province du Lac sont chacune dotées de châteaux d'eau reliés à des réseaux de distribution qui demeurent toutefois insuffisants pour répondre aux besoins croissants en eau potable de populations en constante augmentation. C'est ainsi que certains villages et agglomérations de 1200 habitants sont équipées de pompes à motricité humaine (PMH). Le taux de desserte en eau potable, estimé à 27,6%, reste particulièrement faible, inférieur à 50%. Face à ce déficit, les populations rurales et urbaines recourent majoritairement aux eaux de forages et puits à ciel ouvert, implantés aussi bien en zone continentale que dans zones insulaires (Plan provincial du Lac 2019-2023).

Par ailleurs, les enquêtes de terrains ont permis de constater que le taux d'accès à l'eau potable a été amélioré de manière significative dans la province du Lac, qui atteint désormais 92,8% au cours de ces vingt (20) dernières années. Cette progression est principalement attribuable aux interventions des nombreuses ONG en faveur des réfugiés et personnes déplacés. Cependant, il est intéressant d'analyser les différentes sources d'approvisionnement en eau potable dans la province de lac (figure 13).



Rapport d'activités de la province du lac, 2023

Figure 13. Accès à l'eau potable dans la province du lac

La figure 13 met en évidence la prédominance des pompes à motricité humaine (PMH) dans l'amélioration de l'accès à l'eau potable dans les départements de Fouli, Kaya, Mamdi et Wayi, où les PMH dépassent largement les autres modes d'approvisionnement et atteignant ainsi à Mamdi (97,4%) et à Wayi (93,7%). Ce qui traduit leur rôle central dans la desserte en eau potable en milieu rural et semi-urbain. Par ailleurs, la contribution des châteaux apparaît plus variable et relativement modérée à Fouli (23,5%) et à Kaya (19,5%), très faible à Mamdi (7,7%) mais sensiblement plus élevée à Wayi (38,1%), traduisant la des disparités territoriales en matière d'investissement hydraulique. Les autres modes d'approvisionnement demeurent marginaux, relevant une faible diversification des solutions et la disparité des niveaux d'urbanisation. Dans l'ensemble, ces résultats confirment que les politiques d'accès à l'eau potable reposent essentiellement sur les PMH, complétées de manière inégale par des infrastructures

3.2.3.2. Infrastructures éducatives

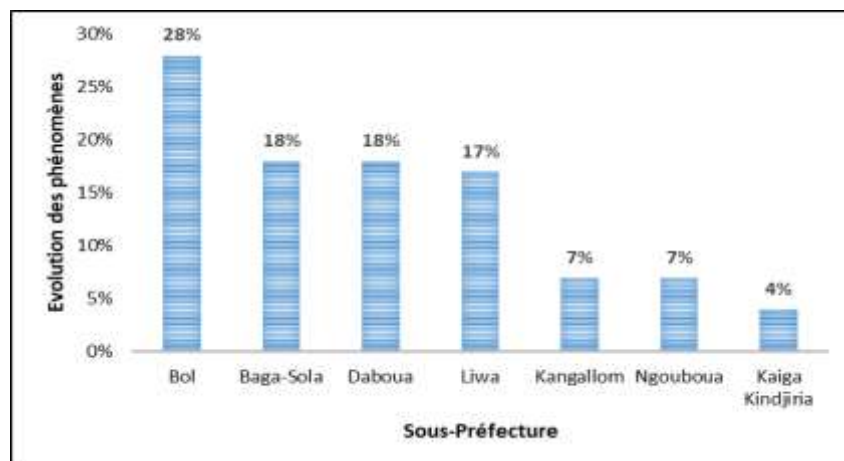
Dans ses articles 35 et 36, la Constitution de la République du Tchad de 1996 consacre le droit à l'éducation en disposant que tout citoyen a droit à l'instruction. Elle précise en outre que l'enseignement public est laïc et gratuit, que l'enseignement privé est reconnu et s'exerce dans les conditions définies par la loi, et que l'enseignement fondamental est obligatoire. Il convient de signaler que la nouvelle Constitution adoptée en 2023 et confirmée en 2025 a repris ces dispositions essentielles, lesquelles figurent désormais, à contenu équivalent, aux articles 38 et 40.

S'agissant de rôle de l'Etat, l'article 36 de la Constitution de 1996 prévoit que l'Etat est les collectivités territoriales décentralisées ont l'obligation de créer les conditions et les institutions nécessaires afin d'assurer et de garantir l'éducation des enfants. Autrement dit, il incombe à l'Etat de mettre en place les moyens matériels, humains et institutionnels indispensables à l'effectivité du droit à l'éducation. Toutefois, en dépit de ces prescriptions constitutionnelles, l'Etat a failli à sa responsabilité.

➤ Enseignements primaires dans la province du Lac

Dans la province du Lac, le niveau d'instruction de la population est à l'image du pays, le taux brut de la scolarisation trop faible et inégal. Le taux brut de la scolarisation s'élève à 23,95% au niveau du primaire et seulement 8% au secondaire (INSEED, 2009).

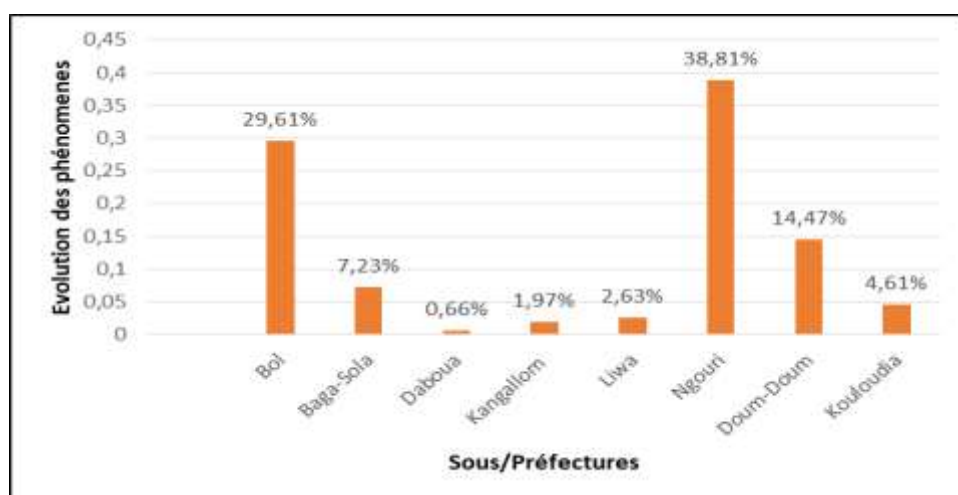
Les missions de terrains et les rapports de certaines ONG dont Help-Tchad et surtout l'Organisation Mondiale de migration (OIM) révèlent que la province du Lac compte au total 341 écoles dont 152 comportant un cycle complet et 189 écoles à cycle incomplet (figures 14 et 15).



Rapport d'OIM, Décembre, 2025

Figure 14. Répartition des écoles primaires par sous/préfectures dans la province du Lac

Cette figure analyse la répartition des écoles primaires dans la province du Lac à travers les sous/préfectures. L'analyse révèle que les principaux centres urbains concentrent le plus grand nombre des structures éducatives. En effet, pour cette figure le chef-lieu de la province qui est Bol compte 28% des écoles, viennent respectivement Baga-Sola et Daboua avec 18%, Liwa avec 17% et chaîne est clôturée par Kaiga Kindjiria avec 4%.



Source : Recensement Général de la Population de l'Habitat (RGPH2), 2009

Figure 15. Répartition des écoles à cycle complet dans la province du lac

La présente figure met en exergue la répartition des écoles à cycle complet dans la province du Lac. On constate que les sous-préfectures de Ngouri et de Bol concentrent le plus grand nombre d'établissements scolaires, respectivement avec plus de 38% et 29%. La sous/préfecture de Doum-Doum vient avec 14%, Baga-Sola avec un peu de 7%, Kouloudia avec moins de 5% et d'autres qui traînent entre 4% et 1%. Toutefois, la chaîne est bouclée par la sous/préfecture de Daboua avec 0,66% d'écoles à cycle complet. Par ailleurs, il est important de noter que la sous/préfecture de A l'inverse, de toutes les sous/préfectures du Lac, les sous/préfectures du Bol (29,61% contre 14,81%) et Doum-Doum (14,47% contre 5,29%) se distinguent par une proportion plus élevée des écoles qu'à cycle incomplet.

Discussion

Cette étude porte sur les désorganisations socioéconomiques liées aux incursions de Boko Haram dans la province du Lac Tchad. En effet, les résultats de cette étude sont semblables à ceux de nombreux travaux dont recherches dont celui de Forteye Amadou (2021) qui a traité la perte des eaux du Lac Tchad sous l'effet du changement climatique d'une part, et de l'économie asphyxiée par une insécurité généralisée due à la présence de Boko Haram d'autre part. Il en est des mêmes de Lavargne (2017), de Bouyo Kwin et Amane (2018) et Moundakom (2018) relatifs aux assèchements

progressifs du Lac Tchad et la dégradation des conditions climatiques (diminution des pluies) et les incursions des djihadistes de Boko Haram, imposant la rareté des moyens d'existence dans la province du Lac. Le présent article permet de comprendre que les activités économiques (agriculture, l'élevage, la pêche et le commerce transfrontalier) dans la province du lac font face à plusieurs contraintes. Ce sont, entre autres, la dégradation des écosystèmes locaux (assèchements progressifs des eaux du lac et la diminution des pluies d'une part et l'insécurité imposée par la présence des djihadistes de Boko Haram d'autre part, la quelle se traduit par les pillages des produits agricoles, l'élevage et de la pêche, mais aussi la prise en otage et/ou la mort. Par conséquent, plus de 70.000 km² des eaux, vingtaine des stations de pêches et milliers d'hectares de polders, ainsi que zones de pâturages ne sont pas exploitables.

Par ailleurs, l'histoire de l'explosion démographique est fortement controversée à travers ses multiples et variants facteurs causant son évolution dans le temps et dans l'espace. Néanmoins, de nombreux auteurs dont Réounodji (1994), Saibou (2001) ; Magrin (2006), Tatoloum et Jim Nerlem (2018) et Forteye Amadou (2021), ont révélé que la province du lac Tchad a été caractérisée par une longue histoire migratoire s'installant sur plusieurs siècles. En effet, dans les années 1950-1960, de nombreuses communautés de pêcheurs et d'agriculteurs originaires du sud du Tchad, particulièrement des Massa, Kabalaye, Ngambay, Kim, ainsi que les Haoussa de Sokoto et des sénégalais. En outre, les crises climatiques de 1970-1980, ont accentué davantage les mouvements migratoires où les autorités ont réinstallé des réfugiés sur des terres de décrue devenue agricole. Ces derniers sont appelés sous concept des migrants climatiques. La présente étude a confirmé que ces dynamiques migratoires ont épouvantablement reconfiguré ou restructuré la vie socioéconomique et culturelle. Autrement dit, des nouveaux villages souvent plus densément peuplés apparaissent aux côtés des anciens villages. Aujourd'hui, la province du lac Tchad est devenue une zone où elle accueille des personnes d'origine diverse surtout des d'origines de 4 pays partageant le bassin du lac Tchad.

Conclusion

Dans la province du Lac, les facteurs de désorganisations socioéconomiques ne peuvent être forcément les incursions des djihadistes de Boko Haram, mais ils peuvent aussi être des facteurs naturels et/ou liés aux conditions climatiques. Pour diverses raisons, la fragilisation des liens sociaux constitue une préoccupation majeure pour les autorités Tchadiennes, d'abord les réalités sociologiques de la province du Lac ont été reconfigurées par les vagues successives et progressives des migrants venant du Tchad et d'ailleurs. Autrement dit, aujourd'hui, la province du lac se distingue par une grande diversité ethnique, religieuse et politique. De ce fait, il est dans l'intérêt des autorités Tchadiennes et surtout pour les populations locales d'accorder une attention particulière à la préservation de la concorde et de l'équilibre social existants.

A ces crises sécuritaires, s'ajoute l'explosion démographique croissante héritée de plusieurs siècles de migrations successives et amplifiées de déplacés climatiques récents. La province du lac est ainsi devenue un espace de brassage multiculturel et multinational, où la cohabitation de population aux origines diverses génère à la fois des opportunités de tensions. Néanmoins, le défi multidimensionnel constitue la seule issue et/ou approche et coordonnée entre les Etats du bassin du lac Tchad et les acteurs internationaux permettront de garantir un développement durable et une vie digne aux populations de la province du lac.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- ABDEL-AZIZ Moussa Issa, MAHAMAT ALI Brahim, Dénéodji ANTOINETTE et KOSSOUMNA LIBA'A Natali, 2022, « Insécurité alimentaire en lien avec le Boko Haram dans la Province du Lac (Tchad) », *Revue du Laboratoire de Recherche sur la Dynamique des Milieux et des Sociétés de l'Homme et de la Société*, n° 29 du 16^{ème} année, Université de Lomé (Togo), ISSN : 1993-3134, p. 1-13.
- ABDEL-AZIZ Moussa Issa, MAMADOU Gana Boukar et MAHAMAT ALI Brahim, 2025, « Dynamique de la décohésion sociale face aux crises multidimensionnelles dans la province du lac », *Revue Internationale GRECE*, Vol1, N°2, p.280-294.
- BOUYO KWIN Jim Narem et TATOLOUM Amané, 2018, « La problématique de la sécurité alimentaire dans un contexte d'insécurité et de rétrécissement du Lac Tchad », *Revue Echanges*, Vol. 3, n°11, Université de Lomé, Lomé, Togo, p. 845-866.
- EBOREIME Ejemai, ANJORIN Omolayo, OBI-JEFFC Chisom, OJO Tunde M. et HERTELENDYG Attila, 2025, De la sécheresse au déplacement : Évaluation des impacts du changement climatique sur les conflits et la migration forcée dans la région du Sahel en Afrique de l'Ouest, *Journal du changement climatique et de la santé* (Elsevier), Vol. 23, p. 100448 (Article non paginé publié par Elsevier). [https://DOI :10.1016/j-joclim.2025.100448](https://doi.org/10.1016/j.joclim.2025.100448)
- FAO, 2015, *70 ans de la FAO (1945-2015)*, Division de la Communication de la FAO, FAO, Rome, Italie, 260 p.
- FAO, 2017, *Crise du bassin du Lac-Tchad : stratégies d'intervention*, Rapport, 12 p.
- FAO, 2019, *Situation Mondiale de l'alimentation et de l'agriculture*, Rapport d'activités, 37 p.
- HENRI Lefebvre, (1974). *La production de l'espace*. Paris : Anthropos, coll. Sociétés et urbanismes.
- INSEED, 2012, *Deuxième Recensement Général de la Population et de l'Habitat. Résultats définitifs (RGPH2)*, N'Djaména, Tchad, 88 p.
- JACQUES Lemoalle et GERAUD, 2014. *Le développement du lac Tchad : situation actuelle et futurs possibles*. Paris : IRD / Versailles : Éditions Quæ.
- LAFERRIERE Thérèse, BADER Barbara, BARMA Sylvie, BEAUMOND Claire, LUCIE De Bois, GERVAIS Ferdinand, MAKDISSI Hélène, POULIOT Chantal, SAVARD Denis, VIAUGUAY Anabelle, ALLAIRE Stéphane, THERIAULT Geneviève, DESLANDES Rolande, RIVARD Marie-Claire, BOUDREAU Carole, BOURDON Sylvain, DEBEURME Godelieve et LESSARD Anne, 2011, *L'étude de la réussite scolaire au Québec : une analyse historico-culturelle de l'activité d'un centre de recherche*, le CRIRES.
- MAGRIN, Géraud, 2016. *Insécurité et recompositions territoriales dans le bassin du lac Tchad*. Afrique Contemporaine, 259, 21–38.
- NDIONE Babacar, 2006, Contexte local et migration : Les dynamiques migratoires internationales dans les quartiers de la ville de Kaolack (Sénégal). Thèse de doctorat non publiée. Université René Descartes, Paris, France.